

— 10 —

**PROPOSITIONS
POUR LA FRANCE**



Face au mouvement des Gilets jaunes, aux mobilisations populaires, le président de la République a dû ouvrir un grand débat national.

Celles et ceux qui se sont exprimés y ont porté un message clair.

Ils disent vouloir vivre dignement et être respectés. Ils disent que le travail doit payer. Ils disent que les injustices sociales et fiscales sont une honte. Ils disent, à l'échelle de leurs quartiers, de leurs lieux de travail, qu'ils veulent pouvoir décider. Ils disent que la fin du mois ne doit pas être opposé à la fin du monde.

Ils attendent des réponses fortes et ambitieuses.

Avec cet objectif, le Parti communiste français présente 10 grandes propositions pour l'avenir de la France.

POUR UNE VIE DIGNE ET ÉPANOUIE

- 1 Hausser le Smic (20%), augmenter les salaires et les minima sociaux. Contraindre les entreprises à l'égalité professionnelle femmes-hommes. Porter les retraites à 1400 euros minimum.**

La France est devenue un pays de bas salaires et de contrats précaires. Les femmes en sont les premières victimes. Et trop de jeunes se débattent avec des petits boulots sous-payés. Il est temps que l'État réunisse une conférence nationale pour les salaires, la reconnaissance des qualifications, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, le pouvoir d'achat des retraités.

- 2 Organiser un plan de lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté. Rembourser les soins à 100%, indexer les retraites sur le salaire moyen**

À la Libération, dans un pays dévasté, les Français ont conquis la Sécurité sociale et cela a contribué au redressement national. Aujourd'hui, quand quelques actionnaires et banquiers confisquent les richesses, la Sécu peut être consolidée et étendue. Et le système solidaire de retraites, fondé sur la répartition, doit être pérennisé et garanti.

POUR LA RELANCE ET POUR L'ÉGALITÉ

- 3 Lancer un grand plan d'urgence pour la reconstruction des services publics**

Éducation nationale, hôpitaux, transports, petite enfance, énergie... : les services publics ne sont pas une « charge » mais un investissement pour l'avenir. Il faut en finir avec le dogme de la libre concurrence qui les détruit et fait de beaucoup de nos

territoires des déserts. Il est urgent de les reconstruire au plus près des citoyens, et de recruter massivement des agents pour les faire fonctionner.

4 Nationaliser une grande banque privée, au service de l'emploi, de la renaissance industrielle, de la transition écologique

Les banques financent massivement la spéculation, les délocalisations, l'évasion fiscale, les investissements polluants. Les crédits doivent au contraire aller, avec des taux très bas, aux investissements qui créent des richesses et des emplois, qui développent les biens communs. La nationalisation d'une grande banque privée serait un levier important en ce sens.

POUR LA PLANÈTE ET LE CLIMAT

5 Prioriser les transports collectifs publics, avec extension de la gratuité pour les transports locaux. Doubler la part du fret ferroviaire, contre le tout-route

L'humanité est en péril. La production et les services doivent donc être réorientés vers un développement social et écologique. Cela passe par une effective priorité aux transports collectifs publics, décarbonés et accessibles à toutes et tous. Il faut en finir avec les politiques qui encouragent le transport routier au détriment de l'exigence écologique.

6 Rénover énergétiquement un million de logements et les bâtiments publics

Pour lutter contre le dérèglement climatique, il ne suffit pas de signer les accords de Paris puis de passer à autre chose. Il faut s'en donner les moyens. Une grande politique publique en faveur de la rénovation énergétique des logements et établissements publics serait une première avancée. Ce serait aussi un levier pour l'emploi et la relance de l'économie.

POUR LA JUSTICE FISCALE

7 Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, rendre l'impôt plus juste et progressif

Les impôts non progressifs (TVA, TICPE, CSG) représentent 67% des recettes fiscales. Les petits paient plus que les gros. Il faut les supprimer (TVA sur les produits de première nécessité) ou les abaisser fortement. L'impôt sur le revenu doit être calculé sur 9 tranches (contre 5 actuellement). L'impôt sur les sociétés doit devenir plus progressif, et être modulé selon les politiques d'emploi et d'investissement des entreprises.

8 Rétablir l'ISF, taxer les dividendes. Atteindre le zéro fraude fiscale. Supprimer le CICE et réorienter cet argent vers les PME et TPE

Une redistribution juste et efficace des richesses, c'est possible. En rétablissant l'ISF (4 milliards d'euros), en taxant les revenus purement financiers des entreprises et des banques (47 milliards), en agissant enfin contre l'évasion fiscale (80 milliards). Le CICE, qui ne crée pas d'emplois et est accaparé par les actionnaires, doit être supprimé et son montant (40 milliards en 2019) affecté à des prêts aux PME et entreprises qui investissent et créent des emplois.

POUR UNE RÉPUBLIQUE D'INTERVENTION CITOYENNE

9 Rendre le pouvoir au Parlement contre la monarchie présidentielle. Instaurer un référendum d'initiative populaire. Mettre en place des pouvoirs décisionnels des salariés à l'entreprise

Les citoyens veulent pouvoir décider. Diminuer les pouvoirs présidentiels, c'est doter le Parlement de nouveaux pouvoirs pour

représenter mieux le peuple, et c'est aussi restituer aux collectivités locales les moyens d'agir. 500 000 électeurs doivent pouvoir faire soumettre à référendum des lois sur l'organisation des pouvoirs publics ou la politique économique et sociale. Les salariés ont besoin de nouveaux moyens d'intervention sur les choix des entreprises, à commencer par un droit de veto et de contre-propositions face aux plans de licenciements.

POUR EN FINIR AVEC L'AUSTÉRITÉ EUROPÉENNE

10 Sortir du pacte budgétaire européen : priorité aux dépenses sociales et écologiques

Les besoins vitaux des peuples et les impératifs écologiques ne peuvent plus être corsetés par un pacte antidémocratique, obsédé par l'équilibre budgétaire à n'importe quel prix et la réduction des dépenses publiques. C'est de coopération pour des dépenses d'avenir, socialement et écologiquement utiles, dont nous avons besoin, avec une Banque centrale européenne finançant à 0% un fonds européen de développement solidaire.

PROPOSITIONS POUR LA FRANCE

POUR UNE VIE DIGNE ET ÉPANOUIE

- 1** Hausser le Smic (20%), augmenter les salaires et les minima sociaux. Contraindre les entreprises à l'égalité professionnelle femmes-hommes. Porter les retraites à 1400 euros minimum
- 2** Organiser un plan de lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté. Rembourser les soins à 100%, indexer les retraites sur le salaire moyen

POUR LA RELANCE ET POUR L'ÉGALITÉ

- 3** Lancer un grand plan d'urgence et de reconstruction des services publics
- 4** Nationaliser une grande banque privée, au service de l'emploi, de la renaissance industrielle et de la transition écologique

POUR LA PLANÈTE ET LE CLIMAT

- 5** Prioriser les transports collectifs publics, avec extension de la gratuité pour les transports locaux. Doubler la part du fret ferroviaire, contre le tout-route
- 6** Rénover énergétiquement un million de logements et les bâtiments publics

POUR LA JUSTICE FISCALE

- 7** Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, rendre l'impôt plus juste et progressif
- 8** Rétablir l'ISF, taxer les dividendes. Atteindre le zéro fraude fiscale. Supprimer le CICE et réorienter cet argent vers les PME et TPE

POUR UNE RÉPUBLIQUE D'INTERVENTION CITOYENNE

- 9** Rendre le pouvoir au Parlement contre la monarchie présidentielle. Instaurer un référendum d'initiative populaire. Mettre en place des pouvoirs décisionnels des salariés à l'entreprise

POUR EN FINIR AVEC L'AUSTÉRITÉ EUROPÉENNE

- 10** Sortir du pacte budgétaire européen : priorité aux dépenses sociales et écologiques



 @Particommuniste  @pcf